

Afrique des Grands Lacs

Brouillard sur Kinshasa

Jean Chatain

L'Humanité, 27 août 2004

L'ex-rébellion RCD menacée d'éclatement. Les anciens mobutistes tentent à nouveau leur retour politique. Réunion du Conseil de sécurité.

Suite à une initiative française, le Conseil de sécurité des Nations unies débattait hier d'un projet de résolution visant à renforcer les effectifs de la Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (MONUC). Texte largement inspiré du dernier rapport du secrétaire général des Nations unies sur la situation dans la région des Grands Lacs (RDC, Rwanda, Burundi, Ouganda), dans lequel Kofi Annan demandait un renforcement des effectifs de la MONUC, qui passeraient de 10 500 à 23 900 hommes. Dans un premier temps, Washington avait fait grise mine à cette proposition, laissant entendre que le problème était moins d'augmenter les effectifs que d'étudier les conditions d'une meilleure utilisation de ceux déjà présents.

À Kinshasa, le processus de paix, initié l'an passé avec la mise en place des institutions de la transition, vient encore d'être fragilisé par la démission d'Azarias Ruberwa, l'un des quatre vice-présidents de la RDC et par ailleurs président du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD),

ex-rébellion de la région du Kivu, frontalière avec le Rwanda et le Burundi. Cependant, il convient de noter que des responsables de cette mouvance ont rejeté la décision d'Azarias Ruberwa de suspendre la participation du RCD aux institutions de la transition. « *Répondant aux attentes du peuple congolais de sortir de la crise multiforme dans laquelle il est plongé depuis de nombreuses années et respectueux de l'accord global, les membres du RCD, restés au siège du parti (à Kinshasa), ont décidé de poursuivre leur participation dans toutes les institutions de la transition* », indique une déclaration signée notamment par le secrétaire général du RCD, Francis Bedie, le premier vice-président du bureau du Sénat, Émile Ilunga, le ministre de la Défense, Jean-Pierre Ondekane, le ministre de l'Enseignement supérieur, Joseph Mudumbi... « *Le deuil (consécutif au massacre de Gatumba - NDLR) étant levé dans toutes les fédérations du parti, les camarades présents à Goma - capitale du Nord-Kivu - sont invités à rejoindre Kinshasa, siège des institutions et du Rassemblement congolais pour la démocratie* », ajoutent les signataires.

Pour ajouter encore à la confusion, les anciens collaborateurs du maréchal Mobutu tentent d'exploiter cette nou-

velle phase de l'interminable crise déstabilisant le pays pour opérer leur retour politique. Ex-ministre de la Défense et ex-chef des services secrets de Mobutu, Honoré Gbanda accusait dimanche dernier, depuis Bruxelles, Azarias Ruberwa de préparer, en liaison avec le président rwandais Paul Kagame, la sécession des provinces congolaises du Kivu. « *Les deux personnes ont arrêté leur stratégie. Selon des informations en ma possession, le week-end dernier, un avion venant de Nairobi a livré à Goma plusieurs milliers de tenues militaires et insignes*

de l'armée congolaise qui seront remis aux soldats rwandais et banyamulenge » (Congolais rwandophones), ajoutait l'ancien responsable du renseignement auprès du défunt maréchal-gangster qui, durant des décennies, a mis en coupe réglée les richesses de ce qui s'appelait alors le Zaïre. Pour faire bonne mesure, Honoré Gbanda taxait implicitement le président congolais Joseph Kabila de laxisme, pour avoir mis en place un gouvernement de transition dont « *le degré d'infiltration ne lui permet pas de réagir* »...